

L'EUROPE FACE A SON SUD ARABE ET MEDITERRANEEN

Les différentes puissances européennes avaient eu jusqu'en 1945 des politiques méditerranéennes propres à chacune d'elles, le plus souvent conflictuelles d'ailleurs. Après la seconde guerre mondiale les Etats de l'Europe occidentale n'ont pratiquement plus de politique méditerranéenne et arabe, ni particulière à chacun d'eux, ni commune, autre que celle que l'alignement sur les Etats Unis implique, même si dans ce cadre, la Grande Bretagne et la France, qui avaient des positions coloniales dans la région, ont mené des batailles d'arrière garde pour conserver leur avantage. La construction européenne n'a pas substitué au retrait des puissances coloniales une politique commune opérant dans ce domaine. On se souvient que lorsque, à la suite de la guerre israélo-arabe de 1973, les prix du pétrole ont été réajustés, l'Europe communautaire, surprise dans son sommeil, a redécouvert alors qu'elle avait des « intérêts » dans la région. Mais ce réveil n'a pas suscité de sa part une initiative importante quelconque, par exemple concernant le problème palestinien.

- *La Grande Bretagne* n'a plus de politique méditerranéenne et arabe qui lui soit spécifique. Dans ce domaine comme ailleurs la société britannique dans toutes ses expressions politiques a fait l'option d'un alignement inconditionnel sur les Etats Unis. Il s'agit là d'un choix historique fondamental qui dépasse de loin les circonstances conjoncturelles et renforce considérablement la soumission de l'Europe aux exigences de la stratégie américaine.

- Pour des raisons différentes *l'Allemagne* n'a pas davantage de politique arabe et méditerranéenne spécifique. La R.F.A. avait consacré tous ses efforts à son développement économique, acceptant de tenir un profil politique bas dans le sillage des Etats Unis. Dans un premier temps la réunification de l'Allemagne n'a pas modifié ce comportement. Les forces politiques dominantes semblaient choisir de donner la priorité à l'expansion du capitalisme germanique en Europe centrale et orientale, réduisant d'autant l'importance relative d'une stratégie européenne commune, tant au plan politique qu'à celui de l'intégration économique. Il reste à savoir si cette tendance est désormais inversée, comme l'attitude de Berlin dans la guerre d'Irak semble le suggérer.

- *La France*, pays à la fois atlantique et méditerranéen, héritier d'un Empire colonial, n'a pas renoncé à s'exprimer comme une Puissance. Ses gouvernements successifs de l'après guerre avaient tenté de préserver leurs positions coloniales par le moyen d'une surenchère atlantiste antisoviétique. Le soutien de Washington ne leur fut pas pour autant sincèrement acquis, comme l'a démontré l'attitude des Etats Unis lors de l'agression tripartite contre l'Egypte en 1956. De Gaulle avait rompu avec ces illusions et conçu le triple projet ambitieux de moderniser l'économie française, de conduire un processus de décolonisation permettant de substituer un néo-colonialisme souple aux formules anciennes désormais dépassées et de compenser les faiblesses intrinsèques à tout pays moyen comme la France par l'intégration européenne. Dans cette dernière perspective de Gaulle concevait une Europe capable de s'autonomiser vis à vis des Etats Unis non seulement au plan économique et financier, mais également politique et même, à terme, militaire, tout comme il concevait, à terme également, l'association de l'URSS à la construction européenne (« l'Europe de l'Atlantique à l'Oural »). Mais le gaullisme n'a pas survécu à son fondateur et, à partir de 1968, les forces politiques françaises tant de la droite que de la gauche sont progressivement revenues à une vision de la construction européenne rétrécie à sa dimension de « marché commun », ce qui impliquait

l'abandon de toute politique arabe propre à la France. Cet alignement atlantiste est peut être remis en question depuis l'occupation militaire de l'Irak par les Etats-Unis.

- *L'Italie* en dépit de sa position géographique n'a pas - de ce fait - une politique arabe, efficace ou autonome. Longtemps marginalisée dans le développement capitaliste, l'Italie a été contrainte d'inscrire ses ambitions méditerranéennes dans le sillage d'une alliance obligée avec d'autres puissances européennes, plus décisives. De l'accomplissement de son unité à la chute de Mussolini en 1943 elle a toujours hésité entre l'alliance avec les maîtres de la Méditerranée - c'est à dire la Grande Bretagne et la France - ou avec ceux qui pouvaient contester les positions anglo-françaises, c'est à dire l'Allemagne.

L'atlantisme, dans le sillage des Etats Unis a dominé les options des gouvernements italiens depuis 1947. Il est, chez les chrétiens démocrates, tempéré par la pression de l'universalisme de la tradition catholique. Il est caractéristique que la papauté a souvent pris de ce fait des positions vis à vis des peuples arabes (notamment dans la question palestinienne) et de ceux du tiers monde moins rétrogrades que celles de nombreux gouvernements italiens et occidentaux en général. Le glissement à gauche d'une partie de l'Eglise catholique, sous l'influence de la théologie de la libération d'Amérique latine, renforce aujourd'hui cet universalisme dont on retrouve des versions laïques dans les mouvements pacifistes, écologistes et tiers mondistes. Le courant mittel européeniste plonge ses racines dans le XIXe siècle italien et la coupure Nord-Sud que l'unité italienne n'a pas surmontée. Accroché aux intérêts du grand capital milanais, il suggère de donner la priorité à l'expansion économique de l'Italie vers l'Est européen, en association étroite avec l'Allemagne. Dans ce cadre, la Croatie constitue aujourd'hui un objectif immédiat au point que certains analystes repèrent ici des visées expansionnistes italiennes en direction de la Dalmatie. Bien entendu cette option impliquerait que l'Italie poursuive la tradition de son profil international bas, et notamment marginalise ses rapports avec les riverains du sud de la Méditerranée.

La droite italienne, réunifiée sous la direction de Berlusconi au pouvoir, a fait l'option de s'inscrire dans le sillage de l'axe atlantique.

- *L'Espagne et le Portugal* occupent une place importante dans la géostratégie d'hégémonie mondiale des Etats-Unis qui considère que l'axe Açores-Canaries- Gibraltar-Baléares est essentiel pour la surveillance de l'Atlantique nord et sud et le verrouillage de l'entrée en Méditerranée. Les Etats Unis avaient donc forgé leur alliance avec ces deux pays au lendemain même de la seconde guerre mondiale, sans éprouver la moindre gêne du fait de leur caractère fasciste. Au contraire même l'anticommunisme forcené des dictatures de Salazar et de Franco servait bien la cause hégémoniste des Etats Unis permettant de faire admettre le Portugal dans l'OTAN et d'établir sur le sol espagnol des bases américaines de première importance. En contre partie les Etats Unis et leurs alliés européens ont soutenu sans réserve le Portugal jusqu'au terme de sa défaite dans ses guerres coloniales.

L'évolution démocratique de l'Espagne après la mort de Franco n'a pas été l'occasion d'une remise en question de l'intégration du pays dans le système militaire américain. Au contraire même l'adhésion formelle de l'Espagne à l'OTAN (en Mai 1982) avait fait l'objet d'un véritable chantage électoral laissant entendre que la participation à la C.E.E. exigeait cette adhésion, que la majorité de l'opinion ne souhaitait pas.

Depuis, l'alignement de Madrid sur les positions de Washington est apparu sans réserve. Dans la tradition espagnole, l'armée était disséminée sur tout le territoire du pays, conçue d'ailleurs

plus comme une force de police intérieure que comme une force de frappe dirigée contre l'extérieur. Les gouvernements socialistes puis de droite ont donc procédé à un redéploiement des forces espagnoles pour faire face à un « front sud » éventuel, comme ils se sont engagés dans un programme de modernisation de l'armée. Ce basculement, requis par Washington et l'OTAN, est l'une des nombreuses manifestations de la nouvelle stratégie hégémoniste américaine substituant le Sud à l'Est dans la « défense » de l'Occident. Déjà d'ailleurs la péninsule ibérique constitue le premier relais de l'axe Washington-Tel Aviv, la tête de pont européenne principale de la Rapid Deployment Force américaine (qui a joué un rôle décisif dans les guerres du Golfe), complété par les bases de Sicile (qui, elles également, n'ont jamais servi jusqu'ici qu'à des opérations dirigées contre le monde arabe : Libye, bombardement israélien de la Tunisie...) et, curieusement, par les facilités accordées par le Maroc.

Le gouvernement Aznar a confirmé cet alignement atlantiste tandis qu'au plan économique le capital espagnol, héritier ici de la tradition franquiste, a placé ses espoirs d'expansion dans le développement d'accords avec l'Allemagne et le Japon, invités à participer à la modernisation de la Catalogne, annihilant par là même l'idée française d'un « groupe méditerranéen » au sein de l'Union européenne. Ici encore, la défaite peu glorieuse d'Aznar aux dernières élections (2004) amorcera peut être une remise en question de l'option atlantiste de Madrid.

- Tant qu'elle a existé, la ligne de confrontation Est-Ouest passait par le travers des Balkans. Le ralliement obligé des Etats de région soit à Moscou, soit à Washington - la seule exception avait été celle de la Yougoslavie depuis 1948 puis de l'Albanie à partir de 1960 - avait alors mis une sourdine aux querelles nationalistes locales qui avaient fait des Balkans une poudrière européenne.

- *La Turquie* s'était placée d'elle même dans le camp de l'occident dès 1945, après avoir hâtivement mis un terme à sa neutralité plutôt bienveillante à l'égard de l'Allemagne hitlérienne. En contrepartie la Turquie, membre de l'OTAN, elle aussi en dépit de son système politique peu démocratique, a accueilli les bases américaines les plus proches de l'URSS. Il n'en demeure pas moins que la société turque reste une société du tiers monde, même si, depuis Ataturk, les classes dirigeantes de ce pays proclament l'euroanéité de la Turquie nouvelle, frappant à la porte de l'Union Européenne qui ne veut pas d'elle. Alliée fidèle des Etats Unis et de leurs partenaires européens, la Turquie souhaite-t-elle réintégrer son passé et jouer un rôle actif au Moyen orient, faisant payer à l'Occident les services qu'elle pourrait leur rendre dans cette région ? Le handicap de sa question kurde, dont elle refuse de reconnaître l'existence même, l'a fait hésiter à faire cette option jusqu'à présent, semble-t-il. Il en est de même d'une option éventuelle pan-touranienne, suggérée au lendemain même de la première guerre mondiale dans certains milieux kémalistes, reléguée par la suite au musée de l'histoire des origines. Mais aujourd'hui la décomposition de l'ex URSS pourrait constituer une invitation pour le pouvoir d'Ankara à prendre la direction d'un bloc turcophone qui, de l'Azerbaïdjan au Sinkiang, domine l'Asie centrale. L'Iran a toujours exprimé sa crainte réelle d'une évolution de ce type, qui non seulement remettrait en question le statut de l'Azerbaïdjan méridional iranien mais encore la sécurité de sa longue frontière asiatique septentrionale avec le Turkmenistan et l'Ouzbékistan.

- *La Grèce* ne s'était pas rangée d'elle même dans le camp antisoviétique. Elle y a été contrainte et forcée par l'intervention britannique relayée dès 1948 par les Etats Unis. Aussi les Occidentaux ont-ils été amenés à soutenir des régimes répressifs successifs et finalement une dictature de colonels fascistes, sans non plus y voir une contradiction majeure avec leur discours selon lequel l'OTAN protégeait le "monde libre" contre le satan "totalitaire". Le

retour de la Grèce à la démocratie, par la victoire électorale du Pasok en 1981 risquait - dans ces conditions - de remettre en question la fidélité de ce pays à l'OTAN. L'Europe communautaire est alors venue au secours de Washington en difficulté pour - ici également comme en Espagne - lier de fait la candidature grecque à la C.E.E. au maintien de sa participation dans l'alliance atlantique.

La fidélité d'Athènes à l'Occident euro-américain ne lui a pas même valu un soutien réel dans son conflit avec la Turquie. Il reste que, même si la dictature grecque porte une responsabilité certaine dans la tragédie chypriote de 1974, l'agression turque ouverte (l'opération Attila) et la création subséquente d'une " république turque de Chypre ", en violation du statut de l'île, ont été non seulement acceptés, mais probablement mis au point en accord avec les services du Pentagone devant lesquels l'Europe a cédé une fois de plus. Il est évident que, pour les Etats Unis, l'amitié de la Turquie, puissance militaire régionale considérable, passe avant celle de la Grèce, même désormais démocratique.

- L'ensemble de la région balkanique-danubienne (Yougoslavie, Albanie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie) était entrée en 1945 dans le giron de Moscou, soit par le fait de l'occupation militaire soviétique et l'acquiescement des partenaires de Yalta, soit par le fait de leur propre libération et de l'option de leurs peuples en Yougoslavie et en Albanie.

- *La Yougoslavie* titiste isolée dans les années 1948-1953 à la fois par l'ostracisme de Moscou et l'anticommunisme occidental, avait poursuivi avec succès une stratégie de construction d'un front des " non alignés " qui lui a valu l'amitié du tiers monde, particulièrement à partir de la conférence de Bandung (1955). La pensée géostratégique yougoslave de l'époque était peu sensible à la dimension méditerranéenne de leur pays. Peut être l'abandon par l'Italie après la seconde guerre mondiale de ses visées traditionnelles sur la Dalmatie (et l'Albanie) et la solution trouvée dès 1954 au problème épineux de Trieste sont-ils à l'origine de cet " oubli historique ". La Yougoslavie s'était vécue depuis lors en Etat préoccupé avant tout par les problèmes de l'équilibre de ses rapports régionaux danubo-balkaniques et surtout par ceux de l'équilibre mondial des superpuissances. Car sur le premier plan elle était parvenue à capitaliser à son bénéfice la double attraction nordiste et danubienne de la Croatie Slovénie et celle russe et balkanique de la Serbie. Le rapprochement amorcé par Kroutchev et poursuivi par ses successeurs, reconnaissant le rôle positif du neutralisme titiste dans l'arène mondiale, comme l'assouplissement des régimes du pacte de Varsovie à partir des années 1960 et surtout 1970, avaient alors garanti, un temps, la sécurité yougoslave qui avait cessé de se sentir l'objet d'un conflit régional quelconque. La diplomatie yougoslave avait pu alors se déployer dans les arènes internationales, en donnant à ce pays un poids hors de proportion avec sa taille. Mais si cette diplomatie avait incontestablement marqué des points en Asie, en Afrique et même en Amérique latine, elle a piétiné en Europe où ses appels à élargir le front des neutralistes n'a jamais trouvé d'écho favorable.

La décomposition de l'Europe sud orientale à partir de 1989 a bouleversé les données du problème. L'érosion, puis l'effondrement de la légitimité des régimes - qui était fondée sur un certain développement, quelqu'en aient été les limites et les aspects négatifs - a fait éclater l'unité de la classe dirigeante dont les fractions, aux abois, tentent de refonder leur légitimité sur le nationalisme. Les conditions étaient réunies non seulement pour permettre l'offensive du capitalisme sauvage soutenue par les Etats Unis et l'Union Européenne, mais encore pour que l'Allemagne reprenne l'initiative dans la région, jetant de l'huile sur le feu - par la reconnaissance hâtive de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, que l'Union Européenne a entériné - accélérant par la même l'éclatement de la Yougoslavie et la guerre

civile. Curieusement les Européens tentent d'imposer en Bosnie la coexistence des communautés dont ils ont prôné ailleurs la séparation ! Car s'il est possible aux Serbes, Croates et Musulmans de coexister dans cette petite Yougoslavie qu'est la Bosnie, pourquoi ne pourraient-ils pas coexister dans la grande Yougoslavie ? Evidemment une stratégie de ce genre n'avait guère de chances de succès, ce qui a permis aux Etats Unis d'intervenir à leur tour, au coeur de l'Europe ! Dans la stratégie de Washington l'axe Balkans – Caucase – Asie centrale prolonge en effet le Moyen Orient.

- Des analyses proposées ci-dessus concernant les options politico stratégiques des pays de la rive nord de la Méditerranée on ne peut que tirer la conclusion que la plupart de ces pays, restent aujourd'hui alignés sur la stratégie de l'hégémonie américaine à l'égard du tiers monde, et singulièrement des pays arabes et des autres pays de la région Mer Rouge Golfe ; ou encore pour ce qui concerne les Balkans, ont cessé d'être des agents actifs dans le conflit Nord-Sud permanent, et sont devenus des objets passifs de l'expansionnisme occidental. L'atlantisme est loin d'être véritablement remis en question, pour ce qui concerne les relations euro-arabes.